

L'intoxication des écolières iraniennes sème la peur

RÉVOLTE Les cas d'empoisonnement dans les établissements scolaires pour filles ne cessent de prendre de l'ampleur. Des opposants dénoncent le vent de terreur insufflé par le régime contre celles qui ont été à l'avant-garde du mouvement de protestation qui secoue le pays.

YANNICK VAN DER SCHUEREN
yannick.vanderschueren
@lematindimanche.ch

Certaines décrivent une odeur «de brûlé». D'autres de «poisson pourri». Dans les minutes qui suivent, c'est l'hécatombe. Maux de tête, nausées, détresse respiratoire, évanouissements, elles tombent par dizaines. Après chaque attaque, les témoignages d'étudiantes iraniennes abondent sur les réseaux sociaux, les images d'ambulances à la sortie des écoles et de parents désespérés tournent en boucle.

En quatre mois, un millier de collégiennes et de lycéennes ont été affectées par ces gaz toxiques dans une vingtaine de provinces. Elles seraient plus de 5000, a fait savoir de son côté la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire. Et ce n'est pas fini. Ce phénomène s'étant propagé à travers tout le pays, de nouveaux cas sont déclarés tous les jours. Bilan: des centaines de jeunes filles hospitalisées, dont certaines se trouvent dans un état préoccupant, et deux décès, rapportent des opposants en exil à Genève.

Un gaz mystérieux

«La substance utilisée n'a toujours pas été déterminée», ont indiqué les autorités qui ne contestent pas les faits, même si elles tendent à les minimiser. Des responsables évoquent des «composés chimiques disponibles sur le marché, excluant des gaz «d'usage militaire». Mais différentes hypothèses sont sur la table, comme un dysfonctionnement des systèmes de chauffage ou encore le stress dont les élèves seraient victimes... De quoi brouiller les pistes et renforcer la méfiance de la population qui a exprimé sa colère dans les rues ce mardi, à l'image de cet habitant de Sanandadj, la capitale du Kurdistan iranien, joint par téléphone en pleine manifestation.

«Personne n'est dupe ici. Le régime veut punir celles qui protestent contre leur politique, fulmine-t-il. Ils lancent des grenades contenant du gaz toxique dans les classes et les cours de récréation et ne ciblent que les écoles de filles. Ce qui est sûr, c'est que ce ne sont pas des produits qu'on trouve dans le commerce», assure cet homme contraint de raccrocher brusquement en raison des multiples jets de lacrymogènes destinés à disperser la foule.

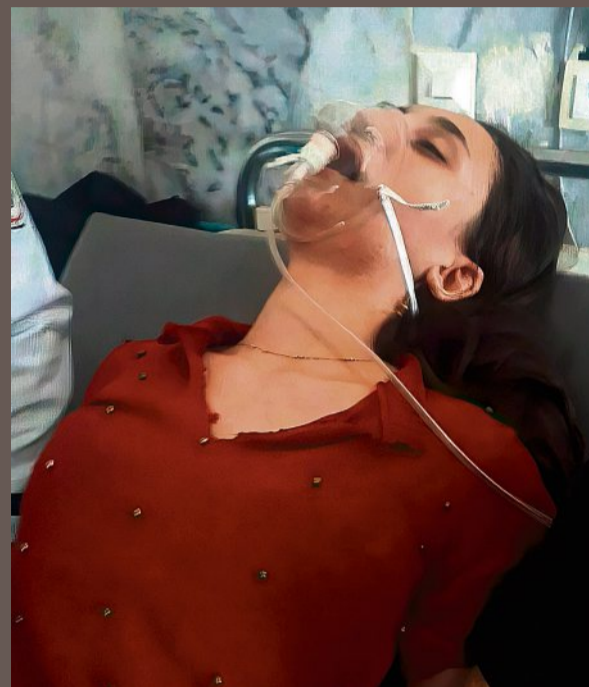
À Téhéran, les coupables de ce «crime impardonnable», selon les mots du guide suprême Ali Khamenei, sont tout désignés. Ces actions que l'État attribue à des opposants à la scolarisation des filles sont le fait «d'ennemis de Téhéran», a martelé le président iranien Ebrahim Raïssi, sans autre précision. Une version qui ne convainc ni les parents ni les manifestants, qui dénoncent une forme de «vengeance du pouvoir» contre les adolescentes, fer de lance d'un mouvement de protestation inédit contre la dictature des mollahs.

L'ADN du régime

Pas de preuve. Ni d'un côté ni de l'autre. Aucune arrestation sérieuse non plus, si ce n'est celle d'Ali Pourtabatabaei, un des premiers journalistes à avoir enquêté sur ces actes malveillants, et un passif gouvernemental qui en dit long sur leurs méthodes obscures. Mitra Sohrabi, avocate à Genève et membre de l'association Femme Vie Liberté Suisse, est catégorique: «Dans ce pays où tout est contrôlé, des attaques de cette ampleur-là ne peuvent pas être commises sans la complicité ou un ordre du régime. Malheureusement, il n'y a aucune possibi-



La valse des ambulances devant les écoles est continue (ici à Ardabil, dans une vidéo publiée le 1^{er} mars). Une jeune lycéenne iranienne victime d'une attaque au gaz le 6 mars dernier est dans un état inquiétant. Des familles ont manifesté le 4 mars devant le Ministère de l'éducation, à Téhéran. Reuters TV via REUTERS Photos: Social Media/ Reuters, Abaca/SalamPix, AFP/ESN/Anonymous



lité d'enquête indépendante.» Les premiers cas ont été signalés fin novembre dans la ville sainte de Qom, rappelle-t-elle, «alors que les manifestations battaient leur plein. Ce qui laisse à penser que ce sont les autorités qui sont à l'origine de ces empoisonnements.»

Plus qu'une vengeance, Mitra Sohrabi y voit une volonté du pouvoir en place de «continuer à terroriser et à brutaliser la population, comme il l'a fait avec les arrestations, les exécutions, les tortures et les viols». L'utilisation de gaz, «dont on ne connaît pas encore les conséquences sur la santé des filles», est une autre manière d'instiller la peur. «Ce genre de méthode est dans leur ADN. L'objectif étant de dissuader les gens de poursuivre les protestations.»

Des méthodes bien rodées

«Les recettes habituelles du régime pour rétablir l'ordre social n'ont pas fonctionné comme prévu», abonde Chowra Makaremi, anthropologue à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux du CNRS, à Paris. La violente répression, suivie d'une amnistie pour une partie des manifestants, «n'a pas suffi à faire taire la population». La preuve, les femmes enlèvent leur voile en sortant de prison. Les autorités ont donc besoin de nouvelles stratégies pour y arriver. «En choisissant de gazer les écolières, ils ont opté pour la terreur. Leur but étant de réinstaurer un climat de peur et d'insécurité dans la société. L'occasion aussi pour cette autocratie de montrer que le féminicide est l'une de ses dimensions constitutives», explique-t-elle.



«Personne n'est dupe ici. Le régime veut punir celles qui protestent contre leur politique.»

Un habitant de Sanandadj, la capitale du Kurdistan iranien, joint par téléphone

Ce qui se passe aujourd'hui «permet de voir comment fonctionne l'appareil d'État iranien, poursuit la chercheuse. Il s'articule autour de trois axes. Le premier est légal, il est représenté par le gouvernement, l'armée régulière et les tribunaux, entre autres. Le second est paralégal, incarné par les Pasdarans et les Bassidji, des forces paramilitaires chargées de faire respecter les principes de la République islamique. Le troisième regroupe tout ce qui est extralégal. Et c'est à ces forces-là qu'on a probablement affaire à l'heure actuelle.»

Impossible d'établir formellement les liens entre les autorités et cette vague d'intoxications. Mais au minimum, elles laissent faire, souligne Chowra Makaremi. «Dans un système où toutes les écoles sont sous vidéosurveillance, le fait que des attaques structurelles de cette ampleur puissent avoir lieu sans être stoppées montre bien qu'elles servent les intérêts de l'État.»

Elle revient ainsi sur le rôle du Hezbollah, créé à la suite de la révolution de 1979 pour réprimer les opposants et «contraindre la société iranienne à obéir et à accepter la mainmise du parti de la République islamique sur l'État. Ce sont leurs brigades qui attaquaient les femmes à l'acide pour les obliger à porter le voile, pas les membres des forces de l'ordre officielles», rappelle-t-elle. Aujourd'hui, estime l'anthropologue, «ce sont les formations contemporaines du Hezbollah qui agissent». Une analyse partagée avec de nombreux experts, pour qui tout indique que le régime des mollahs reste fidèle aux pratiques qu'il a mises en place il y a quarante ans.

Tempête meurtrière

CALIFORNIE La nouvelle tempête qui a frappé la Californie a provoqué d'impresionnantes inondations qui ont notamment fait céder une digue sur la rivière Pajaro samedi, après avoir fait deux morts et contraint des milliers de personnes à évacuer. AFP

Mobilisation en net recul

FRANCE Les syndicats ont appelé, samedi, le président de la République à «consulter le peuple» sur la réforme des retraites, lors d'une 7^e journée d'action qui a nettement moins mobilisé que les six précédentes. La semaine s'annonce décisive pour le projet devant le parlement. Le Ministère de l'intérieur a dénombré 368'000 manifestants en France, dont 48'000 à Paris, où des heurts ont éclaté. AFP

Plus de 1300 migrants secourus

ITALIE Plus de 1300 migrants à bord d'embarcations surchargées ont été secourus samedi par les garde-côtes italiens. Dans le même temps, un rassemblement a rendu hommage aux victimes du naufrage meurtrier qui a fait 74 morts le 26 février au large de la Calabre, au sud de l'Italie. AFP

Banque en faillite, vent de panique

ÉTATS-UNIS La fermeture de la Silicon Valley Bank (SVB), plus grande faillite bancaire aux États-Unis depuis la crise financière de 2008, a fait souffler un léger vent de panique sur les marchés. La SVB, une banque californienne, a été fermée vendredi par les autorités américaines, et l'Agence américaine de garantie des dépôts, la FDIC, a pris le contrôle de l'établissement, qui devrait rouvrir lundi sous un nouveau nom. AFP

Villages recouverts de cendres



INDONÉSIE Le mont Merapi, en Indonésie, un des volcans les plus actifs du monde, est entré en éruption samedi. Il a craché de la fumée et des cendres qui ont recouvert les villages situés à proximité du cratère. L'observatoire du volcan Merapi a estimé que le nuage de cendres atteignait 3000 mètres au-dessus du sommet. Aucune victime n'a encore été signalée. AFP